

> [Analyses et témoignages](#) > [Belgique](#) > Dexia et l'Etat belge couvrent un projet de l'armée israélienne

Dexia et l'Etat belge couvrent un projet de l'armée israélienne

INTAL

[envoyer par mail](#) | [Share](#) | 170

16 mai 2013

Article en PDF: 

Depuis octobre 2008, la plate-forme « Palestine occupée - Dexia impliquée » dénonce le financement des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés. Après plusieurs années de campagne, l'ancien président Jean-Luc Dehaene a affirmé en 2011, que depuis fin 2010, il n'y avait plus de nouveaux contrats conclus avec l'occupant israélien.



Cette affirmation a également été confirmée par le nouveau président Karel De Boeck. Toutefois, on est loin de la vérité.

Mensonge à quatre reprises

Il y a quelques jours, la plateforme a obtenu des documents qui mettent à nu de nouveaux liens entre Dexia et l'occupation.

Dans un protocole de la colonie israélienne de Kedumim, (Cisjordanie occupée) daté du 14 novembre 2012, Dexia Israël se porte garant auprès du ministère israélien de la Défense pour qu'il puisse mettre en place un projet dans la colonie. Le gouvernement belge, actionnaire majoritaire de Dexia (50,02%), est, de cette manière, directement impliqué dans la poursuite du développement des colonies.

Un second protocole, daté du 28 Août 2011, montre que Dexia Israël a fait une proposition à Ariel, la plus grande colonie israélienne en Cisjordanie occupée, afin de lui accorder un prêt de 2.500.000 shekels (+/- € 535.000).

Mais Ariel n'est pas une exception. Dexia Israël a réalisé un audit financier (positif) pour Elkana (novembre 2012) et Karnai Shomron, deux autres colonies. Pourquoi ? En 2007 David Kapah, le directeur de Dexia Israël, a déjà expliqué que seule la situation financière d'une colonie est un critère pour consentir des prêts.

Quatrièmement, Dexia Israël continue à fournir les services nécessaires pour faciliter le développement des colonies. Ainsi, Ariel et Kedumim peuvent à nouveau ouvrir des comptes auprès de Dexia Israël pour recevoir les budgets de la Loterie Nationale Israélienne (Mifal Hapais). Pour Ariel, il s'agit d'un montant d'au moins 8.500.000 shekels (+/- € 1.800.000)

Le Gouvernement belge doit intervenir

Une recherche modeste sur les liens entre Dexia et la colonisation a immédiatement mis en lumière quatre nouveaux faits. Cette situation doit secouer notre gouvernement.

En automne 2012, il est devenu clair que le gouvernement belge deviendrait actionnaire majoritaire de Dexia et aurait le contrôle complet de Dexia Israël. Cela a également été officialisé lors de l'Assemblée Générale de Dexia le 21 décembre 2012.

Aujourd'hui, le gouvernement belge ne peut plus se cacher. Soit il estime que l'occupation de la Palestine par Israël est inacceptable et il intervient, soit il soutient Israël dans le développement d'une occupation internationalement condamnée !

Source : [Intal](#)

[Dexia](#)

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)